

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 703

Artikel: Fauteuils hors de prix : élections pièges à millions
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025150>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les élus passent et la Coupole reste

Stabilité: pas besoin de chercher bien loin pour trouver le maître mot résumant ces dernières joutes électorales. En réalité, quel bouleversement aurait-il été nécessaire pour changer fondamentalement les rapports des forces aux Chambres fédérales! Stabilité donc, et des majorités de droite évidentes en perspective, pour ne pas dire automatiques, pendant quatre ans, toutes les fois que radicaux, démocrates-chrétiens et UDC jugeront utile de rappeler la loi du nombre à une gauche condamnée à quelques baroufs d'honneur.

Plus à droite, moins à droite? De toute façon, le Conseil des Etats est là, fidèle au poste, pour serrer les boulons du conservatisme lorsque c'est nécessaire.

Pour court-circuiter cette partie de ping-pong démocratique aux règles bien établies, il faudrait que le Conseil fédéral, surpris plusieurs fois ces dernières années en flagrant délit de «progrèsisme» par rapport aux conseillers nationaux,

trouve des relais sûrs aux Chambres, dans les rangs radicaux en particulier... Ce ne fut pas le cas pendant la dernière législature.

Qu'attendre, dans ces conditions, des débats cruciaux à venir sur l'énergie par exemple? Pour que le Parlement puisse être dans une certaine mesure la caisse de résonance de l'opinion, suivant le mandat des urnes, encore faudrait-il qu'une presse attentive fasse écho non seulement aux voix dominantes, mais répercute les accents des nouvelles sensibilités qui émergent difficilement dans les rangs parlementaires. Tâche délicate d'animation d'un monde de plus en plus clos et tenté traditionnellement par la politique du moindre éclat.

Cela dit, stabilité vue de Berne certes; mais qu'en pensent les démocrates-chrétiens valaisans, le Parti du Travail, les socialistes genevois, les radicaux vaudois, les radicaux jurassiens, les socialistes fribourgeois, les écologistes genevois, le Rassemblement jurassien? Combien de temps faudra-t-il, sur le terrain cantonal ou local, pour digérer les succès, effacer les traces de défaites personnelles cinglantes? On y verra plus clair, l'émotion passée et les résultats connus dans les détails. Pour l'instant, un petit bilan côté «nerf de la guerre».

FAUTEUILS HORS DE PRIX

Elections pièges à millions

Vingt millions de francs, donc deux mille millions de centimes, c'est-à-dire deux milliards, pour parler comme nos amis français: la somme est énorme. Et pourtant, c'est l'évaluation du coût de la campagne électorale pour les Chambres fédérales. On a lu cette somme dans des publications allemandes («Weltwoche», «Bilanz», «Blick», par exemple). N'est-elle pas exagérée? Après recoupements et calculs, il semble bien que non; en fait,

elle pourrait même être plus élevée, si on prenait en compte (traduction en francs) l'ensemble des investissements de l'Etat, des médias et des militants désintéressés et non rétribués...

Voyons un peu le calcul! Disons d'emblée qu'il ne faut pas compter sur une transparence de la part des partis et groupements en présence; ils informent mieux que dans le passé, mais leurs chiffres sont souvent imprécis et varient. Opacité voulue et organisée comme nous le prouvions en publiant un document dans DP 697 révélant les manœuvres libérales à ce chapitre.

Au niveau suisse, les centrales partisans n'entrent

pas dans les détails. Elles donnent le ton, éditent des affiches ainsi que des tracts, assurent une couverture générale complétée selon les conditions cantonales et locales par des campagnes particulières, souvent personnalisées.

«Blick» (13.10) indiquait pour ces budgets-là les sommes suivantes:

Parti socialiste: 350 000 francs.

Parti démocrate-chrétien: 600 000 francs.

Parti radical: 550 000 francs.

Union démocratique du centre: 210 000 francs.

Alliance des indépendants: 1,75 million.

Un seul chiffre correspond à d'autres publications, celui du Parti démocrate-chrétien. Pour les autres, il y a des petites différences vers le bas ou vers le haut. En tout état de cause, ces chiffres paraissent «grosso modo» crédibles.

MYSTÈRES CANTONAUX

A l'échelle cantonale, un dépouillement complet de la presse locale serait nécessaire pour mettre à jour toutes les données. Celles de l'émission télévisée «Tell Quel» (16.9) ont été partiellement contestées, notamment par le Parti radical vaudois, mais les livres ne s'ouvriraient pas. Dans ces conditions, on retiendra seulement quelques chiffres, pour situer les ordres de grandeur: Parti socialiste genevois: 120 000 francs («La Suisse» 9.10), Parti libéral vaudois: 139 400 francs («24 Heures» 28.9), Parti libéral-PPN: 90 000 francs («L'Impartial» 27.9), Parti du Travail, pour cinq cantons: 170 000 francs («VO» 6.10), UDC zurichoise: 350 000 francs, Parti radical zurichois: 400-450 000 francs («Schweizerische Handelszeitung» 22.9, pour les deux), Parti socialiste zurichois et Parti évangélique populaire zurichois: chacun 140 000 francs («Züri-Woche» 22.9.83).

Quel institut universitaire, à l'instar du professeur Gruner, il y a quelques années, recherchera et additionnera?

Au niveau des districts et des communes, les chiffres sont encore plus difficiles à trouver. Le secrétariat du Parti évangélique populaire zurichois les évalue pour son compte à 50-60 000 francs pour ce canton, l'Action Nationale au maximum à 50 000 francs (campagne cantonale du même montant), pour le PDC c'est 100 000 francs. La source de ces renseignements: le numéro du 22 septembre de l'hebdomadaire gratuit «Züri-Woche».

Les associations, quant à elles, font campagne pour les candidats qui, selon elles, les représentent le plus valablement. Cet appui est de toute évidence important, mais il est souvent très discret et

8,6 millions, c'est la somme totale dépensée par les partis politiques en annonces diverses dans les journaux et revues depuis le 1^{er} septembre jusqu'au jour des élections. Ce chiffre a été publié lundi dernier par l'«Argus de la presse» qui a dépouillé quelque 21 000 annonces parues. Soit 3,2 millions pour les radicaux, 1,9 million pour l'UDC, 1,27 million pour les démocrates-chrétiens et 613 000 francs pour les socialistes, et le reste réparti entre les autres formations en lice. Calcul mené à bien en chiffres bruts, bien entendu, c'est-à-dire sans tenir compte d'éventuelles facilités de paiement ou de rabais sur la quantité, par exemple. Dans son édition du 15 octobre dernier, le «Tages Anzeiger» s'était livré à une analyse financière de la campagne menée sur la scène zurichoise selon le même décompte d'annonces: les radicaux et l'UDC arrivaient aussi largement en tête.

n'est pas facilement quantifiable financièrement quand il s'exprime par des annonces ou recommandations dans le journal de l'association. Une indication précise: l'Union syndicale zurichoise prend à sa charge un tiers des frais de la

campagne socialiste, parce qu'il y a un tiers de candidats syndicalistes sur la liste socialiste zurichoise («SHZ» 22.9) — L'Union syndicale suisse collabore de la même manière à la campagne socialiste.

A Berne, un comité des arts et métiers a engagé une campagne en faveur de quatre candidats (deux radicaux et deux UDC). A la clef, des affiches sur les emplacements officiels, soit une dépense de plusieurs milliers de francs!

Les candidats y mettent aussi de leur poche. A part la cotisation à leur parti, certains candidats investissent de fortes sommes dans une campagne personnelle.

Le «Tages-Anzeiger» (13.10) donne même des exemples. Il rappelle la campagne de l'entrepreneur zurichois Robert Spleiss qui, bien qu'ayant dépensé 150 000 francs, n'a pas été élu en 1979. Des partis encouragent les campagnes personnelles, les radicaux zurichois par exemple. D'autres les tolèrent. D'autres enfin les réprouvent, la gauche en particulier, mais avec de moins en moins d'autorité sur le terrain. Les radicaux zurichois imposent la présentation du plan publicitaire au parti; ils fixent une limite de 70 000 francs par personne (selon «Blick» du 13.10); le PDC zurichois a même désigné quant à lui un arbitre pour se prononcer sur les campagnes contestées.

Ces indications, qui pourraient être complétées, permettent déjà de cerner le coût d'une campagne nationale. Soit peut-être pas tout à fait la somme indiquée plus haut mais un total certainement supérieur à 10 millions!

BROUILLARDS PARTISANS

Et il reste tant d'inconnues... C'est ainsi que le chef de l'information du PDC (Peter Frei) a évalué à un minimum de 1,5 million de francs la campagne des PDC cantonaux, c'est-à-dire un minimum

de 2,1 millions de francs pour les diverses campagnes de son parti. La barre est certainement placée aussi haut pour le Parti radical. Christophe Berger, dans l'article déjà cité de la «Schweizerische Handelszeitung» est à coup sûr en dessous de la réalité lorsqu'il évalue à un maximum d'un demi-million l'effort des partis socialistes cantonaux; on n'est certainement pas loin du million; ce qui, avec les dépenses du PSS, culmine à un total de 1,3 million. Même montant pour l'UDC. Avec le million et demi de l'Alliance des indépendants, les quatre partis gouvernementaux et le mieux doté financièrement des partis non gouvernementaux nous amènent déjà à un total supérieur à 8 millions de francs! Evaluons à 500 000 francs le coût des campagnes du Parti libéral, au même montant celles du Parti évangélique populaire et à un million les campagnes de tous les autres partis réunis. Nous dépassons ainsi la limite inférieure des 10 millions. Et les campagnes personnelles et celles des «mécènes» coûtent aussi des millions...

D'où vient l'argent? N'insistons pas sur ce point, les partis sont encore plus discrets sur ce chapitre et gardent pratiquement le secret sur la source de leurs revenus.

EN BREF

Remarques acerbes du patronat helvétique après le discours de Pierre Aubert devant le dernier congrès de la FOBB à Fribourg. Le président de la Confédération aurait violé un tabou en entrant en matière sur les lacunes choquantes de la législation helvétique au chapitre de la protection contre les licenciements. «Ignorance totale des mécanismes économiques», clame le Vorort. «Attaques inadmissibles», écrit le Parti radical suisse. Il est bien entendu que lorsque d'autres conseillers fédéraux militent publiquement en faveur de l'économie de marché, par exemple, ils sont les bienvenus, porte-parole de l'ensemble de la population.